

Gramsci et la pensée politique italienne contemporaine

Hugues Portelli

Résumé

Hugues Portelli, *Gramsci et la pensée politique italienne contemporaine*, p. 401-421.

La majeure partie de l'œuvre politique d'A. Gramsci n'a été diffusée massivement dans le parti communiste italien que relativement tard, alors que le PCI avait trouvé sa stratégie et son identité dans le togliattisme. Tantôt étiquette comme léniniste, tantôt comme non-léniniste - selon les besoins des idéologues officiels du PCI - l'auteur des Cahiers de prison a été successivement considéré comme précurseur du dialogue avec les catholiques, du compromis historique, etc . . . A partir de 1968, une nouvelle lecture de Gramsci a accompagné la crise du marxisme italien et l'avènement du compromis historique. Aujourd'hui, c'est dans la gauche syndicale ou dans la « nouvelle gauche » que l'héritage gramscien reste le plus vivant.

Citer ce document / Cite this document :

Portelli Hugues. Gramsci et la pensée politique italienne contemporaine. In: Mélanges de l'Ecole française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes, tome 90, n°1. 1978. pp. 401-421;

doi : 10.3406/mefr.1978.2451

http://www.persee.fr/doc/mefr_0223-5110_1978_num_90_1_2451

Document généré le 28/04/2017

HUGUES PORTELLI

GRAMSCI ET LA PENSÉE POLITIQUE ITALIENNE CONTEMPORAINE

Quarante ans après sa mort, Antonio Gramsci va-t-il quitter définitivement la vie politique italienne? Le discours prononcé le 27 avril 1977 par le secrétaire général du parti communiste italien a clairement situé son nouveau statut: les temps ont changé, et si Gramsci reste l'inspirateur lointain du parti, ce n'est plus sa stratégie politique qui sert de référence à la « ligne » du parti. Gramsci, « fondateur » du PCI, martyr du fascisme, devient héros national et rejoint le panthéon des grandes figures révolutionnaires.

Il est vrai que toutes les subtilités dialectiques des idéologues officiels du PCI ne parviendront jamais à faire de Gramsci le précurseur, encore moins le théoricien du « compromis historique ». Comment dès lors expliquer cet abandon de fait de la théorie gramscienne par le PCI? C'est ce que nous tenterons de faire en rappelant les particularités de l'intégration du discours gramscien dans la doctrine du PCI depuis quarante ans, avant d'en étudier le rejet progressif et de nous interroger sur les chances d'un éventuel « retour à Gramsci » au PCI, ou ailleurs.

1 – LE POIDS DU « TOGLIATTISME »

L'interprétation officielle de l'idéologie communiste italienne, suivant laquelle Gramsci a été et reste le maître à penser du PCI, son fondateur véritable, ne résiste pas à l'épreuve des faits. Il faut rappeler en effet que Gramsci n'a eu qu'un rôle politique limité avant son emprisonnement et que son œuvre politique – essentiellement les Cahiers de prison – n'a été diffusée massivement dans le parti que relativement tard, alors que le PCI avait trouvé sa stratégie et son identité dans le *togliattisme*.

Bordiga, Gramsci, Togliatti.

Au lendemain du congrès de Livourne, qui voit la minorité révolutionnaire du PSI se constituer en parti communiste, Gramsci et le groupe turi-

nois de l'*Ordine Nuovo* ne vont jouer qu'un rôle subalterne. Le véritable fondateur du PC d'Italie est Amédeo Bordiga, et son ex-tendance abstentionniste contrôle le parti, lui imposant sa ligne sectaire. A l'époque, et ce jusqu'en 1923, le groupe de l'*Ordine Nuovo* est totalement aligné sur ses positions et soutient Bordiga dans ses conflits successifs avec Lénine et l'Internationale communiste. Ce n'est qu'au lendemain de son séjour à Moscou, à l'Exécutif de la III^e Internationale, que Gramsci prendra progressivement ses distances avec le groupe dirigeant. Il lui faudra un patient travail d'explication politique pour convaincre les anciens ordinovistes (Togliatti, Terracini) de rompre avec Bordiga et de se rapprocher des positions de Moscou. En 1924, Gramsci est le leader de fait du PC d'I. Un an plus tard, au congrès de Lyon, il l'emporte officiellement. Les fameuses thèses de Lyon, élaborées par Gramsci (et Togliatti), marquent une rupture relative avec Bordiga sur une série de questions essentielles (bolchevisation, analyse du fascisme, rapports avec la III^e Internationale) mais en restent très proches encore sur le plan stratégique. L'originalité de la thématique gramscienne sur les conseils (de l'*Ordine Nuovo*) a disparu du fait de la situation politique – la dictature fasciste – et le nouveau point de référence, méridionaliste (l'alliance entre classe ouvrière du Nord et paysannerie du Mezzogiorno), développé dans les thèses de Lyon, ne s'impose pas encore dans le parti. L'essai inachevé sur *la Question méridionale* (1927) ne sera connu que bien plus tard. Gramsci n'aura eu que deux ans pour proposer au parti sa nouvelle stratégie. Arrêté et condamné en 1927, il meurt en 1937 sans avoir réellement repris le contact avec le PC d'I. Il ne laisse alors qu'une image de grand intellectuel, de martyr du fascisme, dont se réclamera le PCI, un PCI qu'il n'aura pas eu le temps de marquer de son empreinte¹.

La preuve de cette faible influence sera donnée rapidement. Lorsque dans les années 1928-30, l'Internationale communiste impose au mouvement communiste un tournant ultra-gauchiste (du fait du conflit Staline-Boukharine au sein du PC russe), le conflit au sein du PC d'I. se déroule sans référence à Gramsci. Face à Togliatti, qui est fidèle à la ligne stalinienne, les opposants successifs ne se réclament pas de Gramsci, bien que celui-ci se soit durement affronté à Togliatti, dans un échange de lettres justement célèbre, à propos des méthodes staliniennes au sein du PC russe. Pour la gauche bordiguienne, ralliée à Trotsky, c'est évident. La « droite » du parti, et son chef de file Tasca, disposent d'une originalité suffisante pour se battre avec ses propres armes et ne recourir que polémiquement à Gramsci (celui-ci avait, il est vrai, combattu les positions de Tasca de 1922 à 1927). Quant aux

¹ Sur cette période, P. Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Turin, vol. 1 et 2.

«gramsciens», qui seront exclus en 1930 (le groupe des «Trois» et notamment le vieil ordinoviste A. Leonetti), faute de pouvoir entrer en contact avec Gramsci, ils se rallieront en désespoir de cause à l'opposition trotskyste et subiront ses persécutions. Les autres, qui auront évité la prison, suivront Togliatti par discipline à l'Internationale.

Dès lors, le problème essentiel devient celui de la récupération éventuelle du discours gramscien par le groupe dirigeant du PC d'I.

Le conflit Gramsci-Togliatti.

Dans un premier temps, le rapport Gramsci-Togliatti est essentiellement négatif. Au moment de l'arrestation de Gramsci, Togliatti se trouve en opposition ouverte avec le leader du parti communiste: la polémique de 1926 à propos du PC russe, où Gramsci est suivi par toute la direction du parti, alors que Togliatti, délégué à Moscou, est isolé, a montré que les analyses des deux hommes sur la situation soviétique et ses conséquences sont nettement opposées. Gramsci, sans attaquer directement la ligne stalinienne, condamne les méthodes avec lesquelles Staline combat Trotsky, Zinoviev et Kamenev. Il se réclame de Lénine, de sa tradition de médiation politique et brandit une menace grave: la subordination des partis communistes au PC russe a toujours été volontaire, politique, dans la mesure où les bolcheviks représentaient le point de référence pour la classe ouvrière à l'échelon mondial. Dès lors que l'unité de ce parti, de son groupe dirigeant, éclate, son image symbolique se ternit et les différents PC reprennent leur droit à la critique, voire à l'autonomie. Bref, pour Gramsci, le soutien à la stratégie stalinienne du «socialisme dans un seul pays» ne s'admet que si elle se double d'une attitude véritablement internationaliste de la part du PC russe.

L'attitude de Togliatti est au contraire celle d'une adhésion absolument inconditionnée à la ligne stalinienne et, au delà, au parti communiste russe. Togliatti partage avec Gramsci l'idée de la nécessité d'une stratégie révolutionnaire propre à l'Europe occidentale, mais cette nécessité est subordonnée à un préalable: l'entière réussite de l'expérience russe. La construction du socialisme en Russie est l'étape nécessaire pour tout développement futur et le soutien à la révolution bolchevique doit de ce fait être inconditionné. Ce faisant, Togliatti est conduit à évacuer, contrairement à Gramsci, toute réflexion critique sur l'évolution du pouvoir soviétique après Lénine. Limite considérable qui persistera, dans une certaine mesure, jusqu'aux lendemains du XX^e congrès du PCUS².

² Sur le conflit Gramsci-Togliatti de 1926: M. Salvadori, *Gramsci e il problema storico della democrazia*, Turin.

Cet alignement va conduire Togliatti à se séparer, dans un premier temps, encore plus nettement de Gramsci. Le tournant gauchiste de l'Internationale communiste, en 1928, va se traduire par la théorie du social-fascisme, et surtout par une analyse du fascisme comme phénomène conjoncturel dont la crise – prochaine – devra déboucher directement sur la révolution et la dictature du prolétariat. Cette stratégie volontariste sera rejetée par Gramsci, ainsi qu'en témoigneront ses camarades de prison. La position de Gramsci, que Togliatti feindra d'ignorer jusqu'en 1944, repose sur une vision bien plus réaliste, et donc pessimiste, du fascisme: puisque la victoire et le renforcement pour une longue durée de l'État fasciste se sont traduits par un écrasement des organisations du mouvement ouvrier et un recul considérable de la conscience politique des masses, le renversement du fascisme devra aboutir à une assez longue période de transition; durant cette période, où la classe ouvrière devra détenir progressivement l'hégémonie, se reconstitueront alliances politiques et organisations dans un cadre démocratique. Pour caractériser cette étape, Gramsci propose le mot d'ordre d'une «Assemblée constituante» où démocratie pluraliste et hégémonie ouvrière se combineront.

A ce stade, l'opposition Gramsci-Togliatti pourrait être analysée superficiellement comme un antagonisme entre analyse modérée et analyse révolutionnaire. En fait, il s'agit d'une différence de réalisme politique comme l'évolution des positions réciproques va le démontrer.

Avec le VII^e congrès de l'Internationale communiste, le fossé va paradoxalement s'approfondir. Le tournant unitaire de l'Internationale, la conception «nationale», hégémonique, du rôle attribué à la classe ouvrière, la redécouverte de la politique de masse, autant d'aspects qui répondent aux souhaits de Gramsci et ce d'autant que les analyses du fascisme sont à présent bien plus conformes à la réalité. Mais si ce tournant ne rejoint qu'en partie l'analyse gramscienne, c'est qu'il se combine avec une conception assez réformiste des objectifs de lutte politique et une absence de transition concrète entre la stratégie à court terme et la prospective à long terme (qui reste celle d'octobre 1917).

Pour ce qui est du PC d'I., à une lecture «de gauche» de la stratégie de front populaire (que Togliatti développe jusqu'à la guerre d'Espagne), va succéder une lecture plus modérée qui sera codifiée, lors de l'écroulement du fascisme, avec le «tournant de Salerne», idée d'une «démocratie progressive» comme cadre d'une transition graduelle, dialogue avec les institutions «représentatives» des classes – la Démocratie chrétienne et le Vatican pour la paysannerie par exemple –, acceptation de la continuité de l'État. Les premiers signes de cette évolution du parti communiste apparaissent en 1935, au moment où les Cahiers de prison de Gramsci montrent que, pour ce der-

nier, la stratégie révolutionnaire du PCI ne doit pas être édulcorée; la théorie du parti comme organisation d'avant-garde, jacobine, est renforcée par la référence à Machiavel : le Prince moderne que doit être le PC d'I., même s'il connaîtra une réelle démocratie interne (polémique gramscienne contre le centralisme « bureaucratique »), implique une conception renforcée de l'hégémonie et une lecture du « pluralisme » différente de celle de la « démocratie bourgeoise ». Par ailleurs, l'idée de promouvoir en Italie une « réforme intellectuelle et morale » fondée sur le marxisme, dont l'objectif sera le démantèlement de l'influence idéologique du Vatican et de l'Église sur les masses paysannes, montre que Gramsci, sans tomber pour autant dans l'anticléricalisme, n'a guère l'intention de préconiser une acceptation des vieilles expressions politiques et idéologiques d'une société en crise. L'offensive doit reprendre et ce dès la Constituante, qui aura pour but essentiel d'ouvrir des espaces pour une issue révolutionnaire.

Les années 1934-1936 sont donc fondamentales dans l'histoire du PCI, car elles marquent le vrai point de départ d'une nouvelle ligne politique à l'heure où Gramsci achève d'élaborer la stratégie esquissée dans les thèses de Lyon.

L'interprétation togliattienne de Gramsci.

C'est durant la guerre que Togliatti prend connaissance pour la première fois des *Quaderni del carcere*, dont une photocopie lui est parvenue. Mais il n'a guère le temps de les analyser. C'est à partir de la chute du fascisme que Togliatti va s'interroger à nouveau sur la pensée gramscienne. Cette réflexion s'articule en deux étapes bien précises.

Jusqu'en 1956, il s'agit d'une récupération pure et simple. Des *Quaderni*, dont il a contrôlé l'édition *par thème* – ce qui constitue un appauvrissement, voire une mutilation –, Togliatti retient d'abord les notes sur le Risorgimento, qui permettent au PCI de s'insérer dans la tradition nationale italienne, de revendiquer l'héritage de la gauche risorgimentale (Mazzini, Garibaldi) pour en reprendre les thèmes (démocratie, réforme agraire). Togliatti va utiliser largement, par ailleurs, les notes des *Quaderni* consacrées à la critique de la philosophie de Benedetto Croce, le maître à penser de l'intelligentsia laïque, afin d'établir, sur la base de cet « Anti-Croce », un rapport solide, sur le plan idéologique, avec les nouvelles générations d'intellectuels que la Résistance antifasciste a conduits aux côtés de la gauche.

Cette opération présente cependant de graves limites. L'œuvre de Gramsci, telle que Togliatti la présente, est intégrée sans la moindre réflexion critique au patrimoine du PCI : Gramsci, dirigeant communiste, entre dans l'historiographie du parti suivant une procédure typique des « his-

toires du parti» de l'époque stalinienne. Ses prises de position hostiles à Togliatti et Staline sont gommées, certains écrits des *Quaderni* sont censurés, des lettres de prison non publiées. Mais cette opération intégraliste et dogmatique va largement échouer, car la réflexion globale des *Quaderni* est en elle-même si originale et si étrangère au stalinisme que les censures – en fin de compte très limitées par rapport à l'ensemble – qui affectent sa publication, passeront quasiment inaperçues. Les intellectuels et militants qui découvriront les *Quaderni* seront frappés par leur richesse et abandonneront bien vite les fausses certitudes des catéchismes staliens. Bref, Gramsci va bien servir à doter le PCI d'un patrimoine idéologique, mais la force de la pensée gramscienne fera éclater les limites étroites dans lesquelles Togliatti voulait insérer cette opération.

Cette expansion explique pour une bonne part la nouvelle attitude qui sera adoptée à partir de 1958, et que confirmera avec éclat le colloque Gramsci de 1958, où les interventions de Togliatti seront centrales.

Le tournant de 1958 répond en fait à deux problèmes dont le premier est fondamental.

Entre 1953 (mort de Staline) et 1958, Togliatti et le PCI doivent affronter la crise de l'après stalinisme : le XX^e congrès du PCUS et le rapport Kroutchev, la Hongrie, et, en Italie, les prises de distance du PSI où Nenni commence à préparer un renversement d'alliances qui le conduira au centre-gauche. Face à cette double crise, Togliatti forge une réponse qui sera la *voie italienne au socialisme* : polycentrisme au sein du mouvement communiste, caractère « national » et démocratique du parti. La réflexion – en profondeur cette fois – sur Gramsci devra permettre de donner une base théorique solide au tournant.

Mais l'attitude nouvelle de Togliatti s'explique aussi du fait de sévères critiques qui lui sont faites à propos des censures et silences qui ont affecté la publication de l'œuvre de Gramsci : une historiographie nouvelle, développée par la gauche non-communiste, entretient plus que le doute. L'ancien leader de la « droite » du PC d'I., Tasca, publie ses mémoires et ses archives : les conflits nombreux entre Gramsci et Togliatti y apparaissent nettement. Parallèlement, les disciples de Bordiga relancent l'intérêt pour le premier chef du parti communiste et montrent que, décidément, l'histoire du PCI est rien moins que rectiligne. Enfin, livres et colloques se multiplient dans deux directions : tantôt Gramsci est présenté comme un disciple de Croce et donc son marxisme est sérieusement mis en doute, tantôt ce sont les écrits de *l'Ordine Nuovo* qui sont mis en valeur, et dans ce cas Gramsci devient un théoricien des conseils, antiléniniste et autogestionnaire.

Face à cette offensive, Togliatti va répondre sur tous les terrains. Un premier essai est publié en 1960 sur *la formation du groupe dirigeant du PCI en*

1923-24, à savoir la direction qui se constitua alors autour de Gramsci, essai suivi de l'intégralité de la correspondance échangée entre ces leaders³. Un peu plus tard, Togliatti publiera la fameuse correspondance de 1926, échangée entre lui-même et Gramsci à propos de l'attitude à adopter face aux méthodes staliniennes. Ces publications auront l'intérêt, non seulement de répondre partiellement aux détracteurs, mais surtout de contraindre le PCI à une réflexion critique sur son histoire et donc son identité.

Parallèlement, Togliatti va répliquer aux interprètes «révisionnistes» de la pensée gramscienne. C'est le sens du colloque de 1958⁴. L'axe de la réflexion togliattienne est de souligner la non-récupérabilité de la théorie politique de Gramsci : Gramsci est révolutionnaire car il rompt avec la tradition socialiste italienne. La référence de toute sa réflexion stratégique est octobre 1917. Gramsci est d'abord un léniniste et son étude de la révolution en Occident (et singulièrement en Italie) se situe en droite ligne dans la stratégie de la III^e Internationale : rejet du réformisme (réponse au PSI) et de l'extrémisme (réponse aux bordiguistes), primat de la politique et du parti (réponse aux conseillistes).

Une telle affirmation repose sur de nombreux éléments non contestables. Il est difficile en effet de comprendre la théorie politique gramscienne si l'on fait abstraction de ses liens étroits (après 1920) avec le léninisme : les *Quaderni* ne sont-ils pas avant tout une réflexion critique sur l'échec des révolutions allemandes et italiennes en 1918-23 qui pose le problème de la traduction (et non du rejet) de la stratégie léniniste à l'Occident. Par ailleurs, à partir de 1958, Togliatti va introduire dans la doctrine du PCI les analyses gramsciennes sur l'État (notion d'hégémonie) et sur les alliances de classes (notion de bloc historique).

C'est donc à un véritable retour à Gramsci que l'on assiste au PCI.

Les limites du retour à Gramsci.

L'intégration de certaines analyses gramsciennes dans le discours togliattien ne doit cependant pas conduire à une conclusion abusive. Même lorsque Togliatti, à la fin des années '50, se réfère largement à Gramsci, la méthode qu'il utilise montre qu'il s'agit d'une lecture bien limitée : les concepts d'hégémonie, de bloc historique, de réforme intellectuelle et morale ne sont pas intégrés à un discours général d'*alternative*, de *rupture*

³ *La formazione del gruppo dirigente del PCI : 1923-24*, Rome. L'essai de Togliatti a paru en français dans P. Togliatti, *Sur Gramsci*, et la correspondance dans Gramsci, *Œuvres*, Paris, vol. 2.

⁴ *Studi gramsciani*, Rome.

révolutionnaire, comme chez Gramsci, mais plutôt insérés dans une conception évolutionniste, non dialectique, de la stratégie du PCI.

En fait, la réception difficile de certains thèmes et de la stratégie générale de Gramsci tient davantage aux limites historiques du togliattisme qu'à un refus politique. Dans une large mesure, Togliatti reste prisonnier des conceptions évolutionnistes et catastrophistes de la III^e Internationale. Il ne croit pas à la possibilité d'une rénovation fondamentale des sociétés capitalistes modernes au lendemain du fascisme et, même s'il est persuadé que la révolution n'est pas encore d'actualité, il reste certain que désormais le rapport de force à long terme bascule en faveur du mouvement communiste. Ce double acte de foi explique son attitude : Togliatti ne saisira pas l'ampleur de la mutation de la structure économique et sociale de l'Italie dans les années '50 et '60, la signification du centre-gauche et les nouveaux problèmes que cette mutation pose tant au niveau de la politique générale (question des alliances) que du terrain du conflit (nouvelles contradictions au niveau de l'organisation du travail qui imposent un « retour à l'entreprise »). De même, la surévaluation de la force du mouvement communiste se traduit par des oscillations tactiques souvent ambiguës : ainsi l'attitude de Togliatti envers le PSI au début du centre-gauche ou les alliances très ouvertes pratiquées dans les régions rouges.

Il n'est donc pas étonnant que sur ces questions Togliatti reste imperméable aux analyses gramsciennes : ainsi en va-t-il des réflexions des *Quaderni* sur le New Deal et ses conséquences sur la réorganisation sociale et étatique des sociétés capitalistes, que Togliatti ignore comme il ignore la réflexion gramscienne sur la « révolution passive », sur le caractère contradictoire de la transition. De même le jugement positif que Togliatti formule sur l'expérience Giolitti-Turati, « compromis historique » avant la lettre, alors que Gramsci la condamne sans nuance dans les *Quaderni*. Autant de limites théoriques et politiques qui montrent qu'au delà d'une hérédité partielle, les analyses et objectifs des deux leaders successifs du PCI divergent fondamentalement.

Les deux togliattismes.

Après la disparition de Togliatti (en 1964), les contradictions du togliattisme apparaissent au grand jour. Le maintien d'une tradition communiste héritée de la III^e Internationale et, dans une certaine mesure, de Gramsci, se heurte au réformisme pratique qui a marqué le PCI depuis 1945 et qui s'est traduit, surtout après 1960, par une modification progressive de la base sociale du parti (interclassisme naissant), de son groupe dirigeant (intégration à la classe politique), et par un ralliement explicite à l'État et ses institutions (le PCI devient le héraut du parlementarisme). Déjà, peu de temps

avant sa mort, Togliatti a dû arbitrer une sévère lutte de tendance entre «togliattiens de gauche» et «togliattiens de droite». L'opposition Ingrao-Amendola au XI^e congrès du PCI montre que la médiation devient difficile.

Pour Ingrao, la fidélité à la tradition implique un dépassement de cette tradition dans le sens d'un retour à l'offensive : le renouveau des luttes ouvrières à partir de la décennie '60 (et notamment en 1962) montre la nécessité de réimplanter le PCI dans l'entreprise, là où se déroulent les luttes. La dénaturation du PSI est la preuve que le centre-gauche doit être combattu et que le PCI doit sortir de l'expectative. Bref, pour la gauche ingraïenne, c'est en abandonnant ses ambiguïtés que le togliattisme gardera sa raison d'être.

Pour Amendola et la droite du parti, il s'agit au contraire de donner au parti la théorie de sa pratique et d'insérer davantage le PCI dans les institutions, de tirer les conclusions du XX^e congrès et de la coexistence pacifique en renforçant le dialogue avec le PSI et la Démocratie chrétienne.

Togliatti n'ayant pas tranché entre Ingrao et Amendola, le PCI est marqué par de nombreuses oscillations, «collant» aux luttes ouvrières, mais s'intégrant plus que jamais au parlementarisme. En fait, la neutralisation du conflit entre les tendances est une défaite pour la gauche du parti car, au lendemain de la mort de Togliatti, ne pouvant plus se réclamer du chef prestigieux, elle sera vaincue par l'appareil du parti. La médiation sera poursuivie par le nouveau secrétaire général, Luigi Longo, lui aussi membre de la vieille garde historique, et qui saura éviter la rupture entre le PCI et le mouvement étudiant en 1968. Mais désormais, l'axe du parti s'est infléchi à droite et va peser sur le rapport que le PCI va établir avec Gramsci.

L'intégration de Gramsci dans la culture nationale.

L'évolution modérée du PCI après Togliatti va apparaître lors du colloque consacré à *Gramsci et la culture contemporaine*⁵ qui se tient en 1967 à Cagliari. L'opposition entre l'objectif politique du colloque de 1958 (marqué par Togliatti) et celui du colloque de 1967 est évidente. En 1958, il s'agissait d'affirmer, contre les «révisionnismes», la tradition léniniste du parti à travers Gramsci. En 1967, Gramsci est présenté au contraire comme un des maîtres à penser de la culture italienne. Il s'agit d'intégrer Gramsci dans la culture classique comme élément d'une intégration du PCI dans la société italienne. Tel est le sens de l'ensemble des relations consacrées au rapport entre Gramsci et l'histoire italienne, le *Mezzogiorno*, etc. . . Parallèlement, les aspects non-léninistes de Gramsci sont privilégiés (relation de N. Bobbio

⁵ *Gramsci e la cultura contemporanea*, 2 vol., Rome.

sur la théorie gramscienne de l'État) ainsi que les recherches savantes au détriment des analyses proprement politiques.

Toutefois, afin de bien souligner que Gramsci est partie indivise du patrimoine communiste, les idéologues officiels du PCI (Amendola, Gruppi) maintiendront l'exclusive sur les interprétations politiques de Gramsci. Tel sera le sens du numéro spécial de la revue théorique du PCI, *Critica marxista*, qui lui est consacré à la même époque⁶. On voit ainsi se mettre en place une division fonctionnelle qui se développera par la suite : Gramsci théoricien et philosophe est présenté comme l'un des maîtres, *communiste*, de la culture italienne, donné en exemple aux intellectuels et en pâture aux débats universitaires. Gramsci stratège et dirigeant politique est réservé à l'historiographie et à la doctrine officielles, qui auront seul droit de l'interpréter dans le cadre de l'histoire et de la tradition du parti. Gramsci sera ainsi, suivant les besoins, léniniste ou non, précurseur du dialogue avec les catholiques, du compromis historique, du pluralisme, etc. . .

L'année 1967 est en quelque sorte l'apogée idéologique du PCI, et donc l'apogée de l'influence gramscienne (la plus diverse, comme on l'a vu) dans et à travers le PCI. Cette apogée s'explique par la qualité de la médiation qu'offre encore le parti entre les courants et les écoles de toutes sortes. C'est l'époque où coexistent les réformistes les plus conséquents (Amendola), les héritiers fidèles du togliattisme (Longo), les révolutionnaires de la nouvelle génération (Magri), où les courants philosophiques se divisent sur l'interprétation de Marx et de Gramsci entre historicistes (Badaloni) et althussériens (Luporini). L'ambiguïté du togliattisme, l'ambiguïté de la force du PCI (force idéologique qui repose sur son image passée, force politique qui se fonde sur sa pratique institutionnelle actuelle) rendent les contradictions supportables pour peu que la direction du PCI ait l'habileté et la souplesse de L. Longo.

Lorsque les conflits qui lacèrent la société italienne à partir de 1962 seront trop radicaux pour permettre la médiation, et, notamment, lorsque, du fait des révoltes étudiantes, ils atteindront le domaine de l'idéologie, l'édifice doctrinal du PCI vacillera et Gramsci sera à nouveau au centre d'un débat sorti de la scolastique. 1968 en sera le point de départ.

2 – GRAMSCI ET LA CRISE DU MARXISME ITALIEN

Si 1967 voit l'apogée idéologique du PCI, dix ans plus tard les certitudes sont devenues des tâtonnements. C'est que les idéologies supportent plus difficilement les tournants politiques que les institutions, et que la crise culturelle révélée par 1968 n'a pas été dépassée.

⁶ *Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci*, dans *Critica marxista*, 1967.

Les lectures de Gramsci après 1968.

Les luttes étudiantes de 1968, et la vague de luttes ouvrières qui culmine en 1969, posent de graves problèmes au parti communiste dans la mesure où ces luttes sortent du vieux schéma réformiste et de la « guerre de position » pour attaquer directement les appareils culturels, l'organisation du travail et ses prolongements dans la société. Il ne manque pas de voix pour affirmer, analyse à l'appui, que désormais la gauche italienne (c'est-à-dire le PCI) doit passer à l'offensive et poser de nouveau le problème de l'actualité du socialisme, de la transition directe à un nouveau type d'organisation sociale pour lequel la société italienne est mûre, et non à une « démocratie progressive » qui s'enlise dans le système dominant. C'est le sens du discours tenu par la « nouvelle gauche », par une fraction du PCI, qui trouvent leurs théoriciens en Raniero Panzieri (*Quaderni Rossi*) ou Lucio Magri (de la gauche ingrainienne du PCI)⁷.

Pour cette nouvelle tendance interprète du mouvement, la lecture modérée de Gramsci ne peut plus résister aux faits : l'offensive contre le léninisme de droite, celui de G. Amendola ou de L. Gruppi, va conduire à une référence nouvelle à Gramsci. Tout d'abord à une redécouverte de l'*Ordine Nuovo*, du Gramsci théoricien des conseils, de la démocratie de base et de l'autogestion. Il est tentant en effet d'établir une liaison entre le mouvement des délégués et des conseils d'usine qui se développe à partir de 1969 à Turin, Milan et essaime dans toute l'Italie industrielle, et le mouvement turinois de 1919-1920, et donc de reprendre – sous réserve d'actualisation critique – une théorie gramscienne du conseil qui situe cette instance en conflit direct avec le syndicat et en rivalité avec le parti. Au sein du PCI, puis, après son expulsion en 1969, de façon autonome, c'est la tendance du groupe du *Manifesto*.

Cette approche complète souvent une relecture critique des *Quaderni*. Plutôt que de reprendre des Cahiers de prison la réflexion sur le parti (le Prince moderne des notes sur Machiavel) et sur l'histoire italienne (le Risorgimento, la fonction « nationale-populaire du PCI), l'accent est mis sur d'autres aspects plus fondamentaux. La théorie gramscienne de l'État est reprise et développée en mettant l'accent sur l'importance de l'idéologie, des pratiques et des institutions qui la véhiculent. Les notes des *Quaderni* sur le New Deal et le néo-capitalisme, sur la « révolution passive », permettent d'adapter la réflexion stratégique aux nouvelles caractéristiques de la société

⁷ Les œuvres de R. Panzieri ont été partiellement éditées en deux volumes : *La ripresa del marxismo-leninismo in Italia* et *La crisi del movimento operaio. Scritti intervenuti lettere 1956-1960*, Milano. Sur les écrits du *Manifesto*, cf. l'anthologie *Il Manifesto, Thèses de la nouvelle gauche italienne*, introduction de R. Rossanda, Paris.

italienne. Au niveau philosophique, l'accent n'est plus mis exclusivement sur la critique de Croce, mais aussi sur celle de Boukharine et donc sur le marxisme de Gramsci, marqué par l'influence de Labriola et donc par une conception « autonomiste » de la « philosophie de la praxis ».

Cette nouvelle école gramscienne, qui dépasse les frontières du PCI, est dominante après 1968 et marginalise le vieux courant officiel (L. Gruppi) dont plus personne ne se réclame. C'est le moment où les études savantes sur Gramsci se multiplient, où Gramsci « entre » à l'Université. Mais c'est aussi le début, au sein de la nouvelle gauche, d'une opposition nette entre la lecture positive qui est faite de Gramsci et un rejet sans nuances de Togliatti, considéré comme le père de tous les vices réformistes du PCI.

Cette opposition, dont on a vu qu'elle demande à être relativisée, s'explique facilement. Tout d'abord dans la mesure où le retour à Gramsci concerne les aspects occultés ou abandonnés par Togliatti de la théorie gramscienne (les conseils, l'analyse du néo-capitalisme, la critique du marxisme vulgaire de la III^e Internationale). Mais aussi afin de répondre aux attaques de l'extrême-gauche de matrice non-communiste, qui se réfère soit à la tradition socialiste de gauche (Morandi, Panzieri) et que l'on retrouve au PSIUP, soit aux courants plus récents, issus souvent de la crise du catholicisme, et qui s'inspirent de l'École de Francfort, de Marcuse ou des idéologues radicaux américains. Le retour à Gramsci entendu comme un retour aux sources du « vrai » communisme italien repose de ce fait sur une ambiguïté profonde : la rupture du lien Gramsci-Togliatti, si elle n'est pas entièrement injustifiée, fait l'économie d'une réflexion critique sur quarante ans d'histoire d'un mouvement ouvrier italien qui, que la nouvelle gauche le veuille ou non, s'est reconnu majoritairement dans le « togliattisme ».

Le compromis historique, Gramsci et Togliatti.

L'orientation désormais radicalement différente de la nouvelle gauche issue de 1968 et du « togliattisme » va apparaître progressivement de 1969 à 1974. Le PCI a colmaté la scission du *Manifesto* après une année d'hémorragies et de crise interne, mais ce départ l'a infléchi à droite. Désormais, la gauche ingraïenne, amputée de ses éléments les plus dynamiques, les plus « gramsciens », sera en position minoritaire et s'intégrera largement au discours dominant.

L'inflexion modérée va apparaître progressivement au niveau idéologique : le discours sur l'ouverture aux catholiques ne s'adresse que partiellement aux catholiques du « dissenso » qui sont nombreux à rompre avec la Démocratie chrétienne après 1968, mais toujours davantage à la DC elle-même, sans distinction de courants. L'idée d'un bloc historique anticapita-

liste s'estompe progressivement et les idéologues officiels lui préfèrent le terme togliattien plus ambigu de *bloc au pouvoir* (*blocco di potere*) qui permet toutes les alliances.

Le terrain est donc prêt pour un tournant. Celui-ci va se concrétiser au lendemain même du coup d'État chilien. Dans ses « réflexions » sur la situation italienne à la lumière des événements du Chili⁸, le nouveau secrétaire général du PCI, E. Berlinguer, un jeune « apparatchik » (la promotion d'un « homme du sérail » plutôt qu'un politique ou un idéologue au lendemain de 1968 est assez révélatrice) qui succède à L. Longo, va pour la première fois formuler la nouvelle ligne du parti, le « compromis historique »: le Chili a démontré que la gauche ne peut gouverner en restant minoritaire, voire même avec 51% des voix. Une transformation en profondeur de la société exige une majorité bien plus vaste que « l'union de la gauche », l'alliance de toutes les forces populaires. Or la Démocratie chrétienne – au Chili mais aussi en Italie – présente un double visage. D'une part celui du parti gouvernemental, lié à la classe dirigeante et notamment dans son aile conservatrice. Mais, de l'autre, celui d'un grand parti populaire qui rassemble la majorité des ouvriers, des paysans, des femmes catholiques. L'évolution démocratique ne doit pas se faire contre la DC, car elle donnerait une base de masse, une base populaire à une offensive contre la gauche au pouvoir, mais avec la DC, avec la composante catholique comme avec la composante socialiste. La Résistance et le tripartisme ont donné l'exemple d'une telle alliance, quitte à neutraliser ou combattre les éléments les plus conservateurs de la DC. Tel est le sens et l'objectif du « compromis historique ».

La stratégie du « compromis historique » constitue-t-elle une rupture avec la politique passée du PCI? Beaucoup l'ont soutenu. En fait, la réalité est plus nuancée. Comme on l'a vu, une longue évolution avait préparé le tournant. De surcroît, Togliatti avait toujours considéré un tel compromis comme l'objectif à court terme, dès lors que la classe ouvrière et le PCI auraient reconquis une position de force et que les autres composantes seraient en crise. Or n'est-ce pas la situation nouvelle depuis 1969, puisque l'unité syndicale et la croissance du PCI s'accompagnent d'un déclin du PSI et d'une crise du catholicisme traditionnel? Le « compromis » ne peut donc être qu'un compromis favorable au PCI.

Si la nouvelle ligne peut encore être qualifiée de « togliattienne », ses rapports avec Gramsci sont désormais inexistants. Les idéologues du PCI ont d'ailleurs le plus grand mal dans leurs anthologies destinées à prouver la « continuité » du parti, de Gramsci à Berlinguer, à trouver les citations justifi-

⁸ Aujourd'hui dans H. Portelli et M. Bosi, *Les P.C. espagnol, français et italiens face au pouvoir*, Paris.

catrices tirées de l'œuvre de Gramsci. Tout au plus se borne-t-on à citer les articles de l'*Ordine Nuovo* consacrés à l'ouverture aux catholiques et au pluralisme idéologique. Mais plus rien ne peut masquer la différence totale d'analyse. Pour Gramsci en effet, «l'ouverture» aux catholiques devait se combiner avec une lutte politique incessante contre le Vatican et le parti catholique. A l'époque où ce dernier était le parti populaire de Don Sturzo (qui n'eut jamais les liens avec la classe dirigeante et l'appareil d'État qu'a la Démocratie chrétienne, ni même une orientation aussi modérée), Gramsci n'eut de cesse de favoriser un éclatement de ce parti en favorisant un dialogue avec sa seule aile gauche. Au niveau idéologique, l'alliance avec les éléments modernistes s'accompagnait d'une lutte contre l'Action catholique et le popularisme. Bref, la stratégie du PCI ne pouvait être pour Gramsci un «compromis» avec l'adversaire mais une lutte visant à le démanteler.

Peu nombreux pourtant sont ceux qui vont contester, au sein du PCI, le compromis historique. Seul le vieux U. Terracini, le dernier survivant de l'équipe de l'*Ordine Nuovo*, s'élèvera contre la nouvelle ligne. Mais il restera isolé. Quant à l'ancien secrétaire général, L. Longo, il polémiquera dans l'*Unità* en demandant un abandon du terme de «compromis historique» au profit de celui de «bloc historique», plus conforme à la tradition du parti. Mais cette réserve de style (qui masque une réserve politique que L. Longo cache difficilement depuis) n'a guère eu d'écho. Les jeunes générations du parti communiste ont avalisé la stratégie du «compromis» et réduit le débat politique amorcé par Longo et Terracini à une querelle de vocabulaire. Signe des temps.

Le nouveau débat sur le marxisme italien.

La ligne du «compromis historique» a marqué un tournant stratégique fondamental du PCI. Le débat idéologique qui s'est amorcé en 1976 présente un caractère peut-être plus décisif dans la mesure où son issue peut précipiter une transformation radicale du parti communiste. Il n'est pas étonnant dès lors que Gramsci soit l'un des enjeux de ce débat.

Au départ, la controverse s'est développée sur un thème classique : dans quelle mesure le marxisme résout-il le rapport entre socialisme et démocratie? Existe-t-il vraiment une démocratie socialiste qui aille au delà de la démocratie libérale, de la démocratie représentative? Un tel débat, qui soulève en fait, au delà de la théorie, des questions de pure politique, avait déjà été amorcé, en 1954, à la mort de Staline, par N. Bobbio⁹, et c'est Togliatti

⁹ N. Bobbio : *Della libertà dei moderni comparata a quella dei posteri*, aujourd'hui dans N. Bobbio : *Politica e cultura*, Turin.

lui-même qui lui avait répliqué, en soulignant la différence entre les conceptions libérales («la liberté comme non empêchement») et marxistes («la liberté comme possibilité concrète») de la liberté et de la démocratie.

Dans le débat qui s'est déroulé en 1976, la position des communistes italiens a été, paradoxalement, plus délicate. Le PCI s'étant rallié à l'État libéral (démocratie représentative, Parlement, libertés, pluralisme) et ayant abandonné la doctrine léniniste (parti avant-garde, représentation unique de la classe ouvrière, dictature du prolétariat, rupture révolutionnaire), N. Bobbio¹⁰ a posé tout simplement la question de savoir quelle est désormais la validité du marxisme et dans quelle mesure le PCI peut encore s'en réclamer. Dans le débat qui a suivi et qui a mobilisé, un an durant, les revues du PSI (*Mondoperaio*) et du PCI (*Rinascita*)¹¹, les intervenants communistes les plus proches de la direction du PCI (Vacca, par exemple) ont tenté d'intégrer les analyses libérales en soulignant leur compatibilité avec le discours communiste tout en marquant leur fidélité au marxisme comme instrument d'analyse politique et comme projet global. Seuls, V. Gerratana (spécialiste de Gramsci qui a dirigé l'édition nouvelle et intégrale des *Quaderni*) et P. Ingrao ont tenté de répliquer à Bobbio, de freiner la tendance à une liquidation complète du «patrimoine» idéologique du parti communiste. Leur réponse à Bobbio s'est placée sur un terrain difficile : puisque le socialisme ne peut être un libéralisme amélioré ni un autoritarisme bureaucratique, il doit se fonder sur les acquis de ces trente dernières années et donc aller dans la direction d'une démocratie de masse fondée sur un développement, aux côtés de la démocratie parlementaire, de la démocratie directe ou semi-directe, de la participation populaire à tous les niveaux et, notamment, à travers l'utilisation du lien de plus en plus étroit entre économie et politique. Tel doit être le visage de l'État de la transition, de la démocratie progressive chère à Togliatti. Ce faisant, Gerratana et Ingrao sont conduits à polémiquer avec ceux qui, dans le PCI, ont tendance, sous prétexte de dialogue avec le libéralisme, à liquider toute la *tradition* idéologique et politique dans laquelle s'enracine le parti communiste.

Lorsque le débat a été relancé, en janvier 1977, à propos cette fois de Gramsci, le rapport de force a quelque peu évolué. Encore une fois, c'est dans la revue du PSI, *Mondoperaio*¹², que la polémique a débuté avec un arti-

¹⁰ Les interventions de N. Bobbio ont été rassemblées dans N. Bobbio : *Quale socialismo*, Turin.

¹¹ L'ensemble des interventions a été publié dans *Il marxismo e lo Stato, Quaderni di Mondoperaio*, 4, 1976, Roma.

¹² M. Salvadori, *Gramsci e il PCI : due concezioni dell'egemonia*, dans *Mondoperaio*, 11, 1976, Roma.

cle de M. Salvadori, l'un des meilleurs spécialistes de Gramsci, consacré aux notions d'hégémonie chez Gramsci et dans la doctrine présente du PCI. M. Salvadori s'est placé sur le terrain qui était celui de Togliatti en 1958 pour souligner que la théorie politique de Gramsci se situe intégralement dans le léninisme, dont elle constitue un développement et non une rupture. Salvadori souligne justement que la conception du rôle du parti révolutionnaire, celle des alliances, l'importance de la rupture et le caractère réellement transitoire de la « transition » aboutit à une conception de l'hégémonie de la classe ouvrière comme développement de la dictature du prolétariat qui n'a aucun rapport avec l'hégémonie telle que la conçoit aujourd'hui le PCI et qui se fonde sur une pratique extensive des alliances, une réalité interclassiste du parti, qui dissout le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Quant à l'objectif stratégique, il n'a plus guère de rapport avec le léninisme. Autant donc, estime Salvadori, en tirer franchement les conclusions et avouer que Gramsci correspond à une époque révolue, qu'il n'est plus le maître à penser d'un parti communiste qui a changé de nature.

La critique de Salvadori a entraîné dans un premier temps une réponse assez significative du PCI puisque l'idéologue officiel, L. Gruppi, a admis que les temps avaient changé et que Gramsci ne pouvait être politiquement utilisable pour une réalité totalement différente de celle des années 1920-1930.

C'est encore une fois la gauche du PCI (L. Paggi, V. Gerratana et, surtout, P. Ingrao) qui a redimensionné le débat en tentant de répliquer sur le fond à Salvadori. L'argumentation d'Ingrao est assez intéressante dans la mesure où elle montre à quel point la gauche du parti communiste se trouve aujourd'hui dans une position défensive. Pour Ingrao¹³, l'assimilation de Gramsci au léninisme, même si Togliatti l'a affirmé en 1958 – dans une juste polémique anti-conseilliste, assure Ingrao –, n'est pas convaincante, car la réflexion gramscienne est centrée sur la défaite des révolutions léninistes en Allemagne et en Italie. Elle est donc une tentative de *dépassement* du léninisme. Quant au lien Gramsci-PCI, Ingrao souligne qu'il se situe à trois niveaux : la réflexion et la démarche du PCI sont toujours dans la ligne des *Quaderni* (guerre de position, analyse du néocapitalisme et de l'État moderne); mais dans la mesure où beaucoup de réalités ont changé depuis 1930, où Staline et Keynes ont transformé le socialisme et le capitalisme, c'est davantage sur un « état d'esprit », une façon d'aborder les problèmes héritée de Gramsci, que celui-ci est demeuré présent dans le PCI, plutôt que dans une scolastique impossible. Enfin, reconnaît Ingrao, Gramsci ne peut endosser la paternité de toute la politique contemporaine du PCI et, notam-

¹³ In P. Ingrao, *Masse e potere*, Roma, notamment p. 155-176 et 239-256.

ment, en ce qui concerne l'usage des acquis démocratiques depuis 1945, acquis qui ont transformé et facilité la stratégie du PCI.

En proposant cette distinction, Ingrao peut ainsi expliquer l'appui qu'il donne à la stratégie du compromis historique. Celui-ci est une « nouvelle formulation », un élargissement des concepts d'hégémonie et de bloc historique, qui correspondent à l'extension de l'arc des forces sociales intéressées aujourd'hui par une évolution socialiste de la société italienne. L'hégémonie de la classe ouvrière se réalise ainsi dans le pluralisme, ce qui constitue de surcroît un gage de démocratie.

Reste le problème délicat de la rupture révolutionnaire, du moment où le rapport de force bascule, où le pouvoir passe entre les mains de la classe ouvrière. Dans la tradition marxiste (et gramscienne), cette rupture peut ne pas être brutale, prendre la forme d'une longue série de crises profondes qui transforment la société, se combiner avec un certain degré de pluralisme, mais elle reste une rupture et ne peut être indolore.

A quoi le PCI répond (à travers les élaborations d'Ingrao et B. De Giovanni) que la *rupture n'est pas à venir mais qu'elle a déjà commencé*. La transition au socialisme a débuté en ... 1943, avec la Résistance unitaire antifasciste et elle se poursuit depuis. La première phase en a été la période 1943-1947, marquée par le tripartisme et la Constitution républicaine qui est en quelque sorte la Charte de la démocratie progressive. De 1947 à 1968, cette transition a subi un gel dû à la guerre froide; puis, de 1968 à 1976, la classe ouvrière, grâce à ses luttes, a modifié en sa faveur le rapport de force entre les classes, acquis une autonomie et même un début d'hégémonie sur la société, est devenue la *classe nationale* que souhaitait Gramsci. Avec le rapprochement PCI-PSI-DC et l'accord programmatique passé en juin 1977 entre les six partis constitutionnels, le fil est renoué : la transition commencée en 1943 reprend sa lente marche en avant à travers une nouvelle étape de la démocratie progressive.

Ainsi l'acrobatie historique et idéologique du PCI, dont on doit reconnaître qu'elle ne manque pas d'audace intellectuelle, permet-elle de sauver les apparences et de maintenir le lien avec Gramsci et Togliatti. Dès lors, dans le débat « gauche »-« droite » au sein du parti, la première, après avoir accepté cette reconstitution historico-politique, se trouve réduite à une bataille d'arrière-garde pour maintenir « les principes » et la fidélité à la « tradition » (c'est le sens des interventions d'Ingrao au colloque Gramsci de janvier 1977)¹⁴.

¹⁴ Une synthèse du colloque a paru dans *Rinascita*, 5, 4 février 1977.

Travail difficile de justification a posteriori, de correction de détail dont le dernier exemple est le « *projet à moyen terme* » que la direction du PCI a élaboré et publié en juillet 1977¹⁵.

Un « Bad Godesberg » italien ?

Ce « projet à moyen terme » proposé au pays est particulièrement remarquable car, pour la première fois, le PCI soumet au débat public un document officiel d'où *l'analyse marxiste est totalement absente*. A la fois manifeste et ébauche de programme, qui engage le PCI pour les trois ans à venir, il constitue un ralliement au discours dominant (sur la crise du « modèle de développement », la nécessité de l'austérité, de la « rigueur », etc.) et une acceptation globale du système économique (rôle de l'entreprise privée, du marché) et politique. Le ton d'ensemble est nettement moraliste, à l'exemple des discours du secrétaire général du PCI, et ce moralisme se traduit par l'importance accordée dans le document à la promotion des « valeurs » morales et politiques. Outre la « réforme économique » (rationalisation), le projet propose d'engager l'Italie dans une *réforme intellectuelle et morale* sous forme d'une lutte générale contre le chômage, « l'ignorance », « l'inégalité », le « bureaucratisme » et pour les libertés individuelles et la « participation ».

Le thème de la « réforme intellectuelle et morale » est un des thèmes majeurs des *Quaderni*. On pourrait donc croire que le projet à moyen terme se place sous le magistère de Gramsci. En fait, il n'en est rien, au contraire : la « réforme intellectuelle et morale » que propose le PCI n'a rien d'une « révolution culturelle » qui attaque les « valeurs » de la société dominante et se fonde sur une autre *Weltanschauung*. Les valeurs que défend le document relèvent de l'humanisme traditionnel; il s'agit de restaurer les bases culturelles de la société italienne en y introduisant les fameux « éléments de socialisme », à savoir « les valeurs propres à la conception socialiste » : justice, liberté, solidarité, progrès de la condition humaine. Comme on le voit, ces « éléments de socialisme » n'ont rien de marxiste, car le document ne les fonde pas sur un changement des conditions matérielles de l'existence. Du socialisme marxiste, le PCI passe au « *socialisme sentimental* », ainsi que l'a relevé avec humour l'économiste marxiste Cl. Napoleoni dans le débat qui s'est ouvert sur le projet.

La réforme intellectuelle et morale n'était pour Gramsci que l'un des éléments du projet révolutionnaire; elle devient désormais, vidée de tout contenu, l'élément quasi-unique d'un projet réformiste. *L'hégémonie* de la

¹⁵ *Proposta di progetto a medio termine*, introduction de G. Napolitano.

classe ouvrière (le document ne parle plus de classe) laisse la place à sa « participation » à l'effort collectif en échange d'une garantie de ses droits acquis et d'une « reconnaissance concrète du rôle du mouvement des travailleurs » dans la détermination de la politique économique. Le « *bloc historique* » anticapitaliste disparaît au profit d'une « collaboration » entre classe ouvrière, intellectuels, techniciens et « couches moyennes productives ».

On comprend que devant un tel abandon des positions traditionnelles (mêmes édulcorées) du PCI, nombreux soient ses membres qui s'inquiètent d'une évolution qui s'accélère et atteint désormais l'ensemble de la politique du parti communiste : son idéologie, ses instruments d'analyse, son projet économique, culturel et institutionnel à court terme et sa perspective globale. Un tel bouleversement rappelle celui que la social-démocratie allemande accomplit voici vingt ans, mais, pour la première fois, il atteint un parti communiste . . . , un parti communiste dont l'hégémonie idéologique sur le marxisme occidental était aussi forte que celle du SPD jadis sur la Seconde Internationale.

Face au Bad Godesberg qui semble se réaliser aujourd'hui, mais évite de remettre en cause ouvertement l'idéologie traditionnelle, la travestit ou la contourne, la gauche marxiste italienne se trouve en position très critique. Le débat sur Gramsci le montre : faute de stratégie d'ensemble, elle se trouve réduite à colmater des brèches partielles, sans s'apercevoir que c'est l'ensemble des positions qui est emporté. Le sort de Gramsci est dès lors lié à celui de tout le marxisme italien, togliattisme compris. Le raz-de-marée a emporté l'édifice et il faut à présent compter les points de résistance.

Gramsci aujourd'hui.

La victoire de la droite pragmatique et la liquidation progressive de la vieille gauche du PCI en tant que composante homogène rendent d'autant plus difficile un retour effectif à Gramsci, aujourd'hui, au sein du parti communiste. Pourtant, malgré le recul général, une tradition gramscienne y persiste sur trois terrains. D'une part, au niveau philosophique, en développant un marxisme historiciste dans la ligne des *Quaderni* (et de Togliatti) et en opposition tant au positivisme et à l'althussérisme, qu'au moralisme néolibéral du courant majoritaire. C'est l'effort poursuivi par L. Paggi, N. Badaloni (*Il marxismo di Gramsci*)¹⁶ notamment, et qui permet de maintenir les études gramsciennes dans le PCI à un haut niveau théorique. Sur le terrain politique, par contre, Pietro Ingrao, aujourd'hui marginalisé par ses fonctions parlementaires, n'a guère suscité d'émules au sein de la nouvelle gauche politi-

¹⁶ N. Badaloni, *Il marxismo di Gramsci*, Turin.

que du PCI (L. Libertini), surtout représentée par l'ex-PSIUP¹⁷, dont la tradition culturelle a toujours été assez réservée envers Gramsci. Enfin, le terrain syndical est, peut-être, le plus riche de promesses, car c'est là que la gauche du parti, faute de pouvoir mener une bataille politique victorieuse contre la direction, s'est implantée massivement. Il est remarquable, en effet, que ce soit dans le syndicat que l'élaboration théorique ait atteint le plus grand degré de richesse et d'originalité ces dernières années. La réflexion sur les nouvelles formes de luttes et d'organisation ouvrières, chez B. Trentin notamment¹⁸, s'est largement inspirée de l'analyse gramscienne, mais en utilisant celle-ci avec intelligence, à travers un travail d'historicisation, d'actualisation et d'unification : la reprise des concepts gramsciens d'État, d'hégémonie et d'idéologie a jeté les bases d'une sociologie marxiste. La combinaison des intuitions de l'*Ordine Nuovo* et des analyses du néo-capitalisme dans les notes des *Quaderni* sur « *Américanisme et fordisme* » ont donné une base de départ théorique stimulante aux réflexions et prospectives syndicales depuis 1968.

C'est peut-être du côté de sa « gauche syndicale » que le communisme italien a donc gardé le contact le plus vivant avec Gramsci. Si l'on tente cependant un bilan de l'influence de la pensée gramscienne sur le PCI dans son ensemble, le résultat apparaît nettement négatif, car les courants qui s'en réclament sont aujourd'hui marginaux ou encore trop faibles.

Il n'est donc pas surprenant que l'héritage gramscien soit aujourd'hui revendiqué par la « nouvelle gauche ». C'est essentiellement le cas de l'ancien groupe du *Manifesto* (aujourd'hui principale formation de l'extrême-gauche, le PDUP-*Manifesto*), qui tente de profiter de l'aggiornamento idéologique du PCI pour relancer le marxisme italien sur des bases plus conformes à ses origines. Il est significatif que le *Manifesto* ait engagé en 1977 un large débat sur Gramsci – ouvert à toute la gauche, communistes italiens et français compris – à l'heure où le PCI éprouve de sérieuses difficultés à rester fidèle à sa tradition idéologique. Cette tentative de l'extrême-gauche marxiste italienne se heurte cependant dès le départ à de graves difficultés : s'adressant à la fois à l'aile gauche du PCI et aux nouveaux courants révolutionnaires marqués par d'autres traditions, elle se trouve écartelée. Dialoguer de façon privilégiée avec la gauche du PCI conduit à perdre toute autonomie et à apparaître comme un appendice – de « gauche » – du parti communiste. C'est le reproche communément adressé au *Manifesto* par les autres groupes de l'extrême-

¹⁷ En 1972, le PSIUP s'est dissout. La majorité a rejoint le PCI, et la principale minorité a constitué le PDUP puis a fusionné avec le groupe du *Manifesto*.

¹⁸ B. Trentin, *Da sfruttati a produttori*, Bari.

gauche. Quant à l'intégration d'apports nouveaux (Panzieri, École de Francfort, Marcuse, etc. . .), elle s'avère souvent difficile. Il est significatif en tout cas que l'échec de la fusion entre le *Manifesto* et les éléments du PSIUP qui avaient refusé de confluer dans le PCI soit largement dû à l'impossibilité de réaliser une synthèse entre deux traditions, celle communiste et gramscienne du *Manifesto* et celle socialiste-maximaliste de la gauche du PSIUP.

En fait, pour l'extrême-gauche comme pour l'aile gauche du PCI et du syndicat, la référence à Gramsci n'a de sens aujourd'hui que si elle s'accompagne d'une autocritique et d'une recherche prospective. Autocritique car, même si la gauche marxiste italienne accepte de dépasser le togliattisme¹⁹, il lui faudra également aller au delà et poser la question de l'examen critique de Gramsci, dont bon nombre d'analyses sont aujourd'hui dépassées : on ne peut parler du communisme comme en 1930, après plusieurs décennies de stalinisme, comme on ne peut plus utiliser le marxisme comme si les sociétés industrielles avancées répondaient toujours au schéma du capitalisme concurrentiel. Ce n'est pas un hasard si c'est dans le syndicat, au double contact des réalités de l'organisation économique et sociale et des luttes ouvrières, que la recherche théorique et stratégique a le plus progressé. La gauche marxiste italienne doit donc réfléchir sur son passé avec la même lucidité critique que Gramsci voici plus de 50 ans. Faute de quoi, elle laissera le champ libre à un néolibéralisme dont tout montre qu'il se prépare en Italie, sous le drapeau de la laïcité ou d'un socialisme vidé de tout contenu, à prendre la place que Gramsci assignait à la « philosophie de la praxis », au marxisme.

Université de Perpignan

Hugues PORTELLI

¹⁹ Cf. le colloque sur *Da Togliatti a la nuova sinistra, Quaderni del Manifesto*, 5, 1976, Roma.
